

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Droits des femmes : des avancées menacées par la pandémie

LES inégalités qui désavantagent les femmes se sont exacerbées depuis le début du Covid-19 l'an dernier. La Journée internationale de la femme, célébrée à travers le monde aujourd'hui, tire la sonnette d'alarme.

Josiane MBANG NGUEMA
Libreville/Gabon

EN dépit du contexte sanitaire particulier inhérent à la pandémie de Covid-19, les manifestations relatives à la Journée internationale des droits de la femme commémorée ce 8 mars, se déroulent essentiellement à travers le monde, sous un format virtuel. Cette année, le thème défini par Onu-Femmes "Leadership féminin: pour un futur égalitaire dans le monde de la Covid-19", magnifie les efforts déployés par des femmes et des filles au premier plan de la lutte contre le Covid-19, en tant que travailleuses et professionnelles de santé.

Mais cette thématique met également en lumière l'impact considérable de cette pandémie sur les droits des femmes, dont les acquis obtenus de haute lutte sont aujourd'hui menacés. La société civile, notamment les associations et mouvements féministes, a donné le ton à travers des campagnes sur les médias sociaux, afin d'attirer l'attention des dirigeants du monde sur les effets négatifs sur les femmes.

Si cette pandémie ne présente pas un visage féminin, le constat au niveau mondial révèle que les inégalités qui désavantagent les femmes se sont exacerbées depuis le début du Covid-19 l'an dernier, notamment sur les progrès vers l'égalité homme-femme. Selon les projections d'Onu-Femmes, huit millions de femmes de plus que les hommes seront poussées dans l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne en 2021.

Les mesures imposant aux populations de rester chez elles ont paralysé les moyens

de subsistance de nombreuses femmes au point de les rendre davantage vulnérables. Perte d'emploi ou d'activité génératrice de revenu, chômage, violences, insécurité financière, hausse des tâches ménagères non rémunérées, et le fragile équilibre travail-famille, sont autant de corollaires. Ces restrictions, y compris la fermeture des écoles, ont aussi accentué les risques de violence sexuelle et sexiste, de grossesses chez les adolescentes et de déperdition scolaire, surtout chez les filles.

Au Gabon, la situation des femmes n'est guère reluisante malgré leur relative résilience face à la pandémie. Ces dernières, qui travaillent le plus souvent dans les secteurs sociaux ou dans l'informel, en particulier dans les services tels que la distribution, le tourisme et l'hôtellerie, la restauration ou le commerce exigeant des échanges en face-à-face, sont fortement impactées, en raison du fait que ces secteurs d'activité sont les plus durement touchés par la distanciation physique et les mesures d'atténuation.

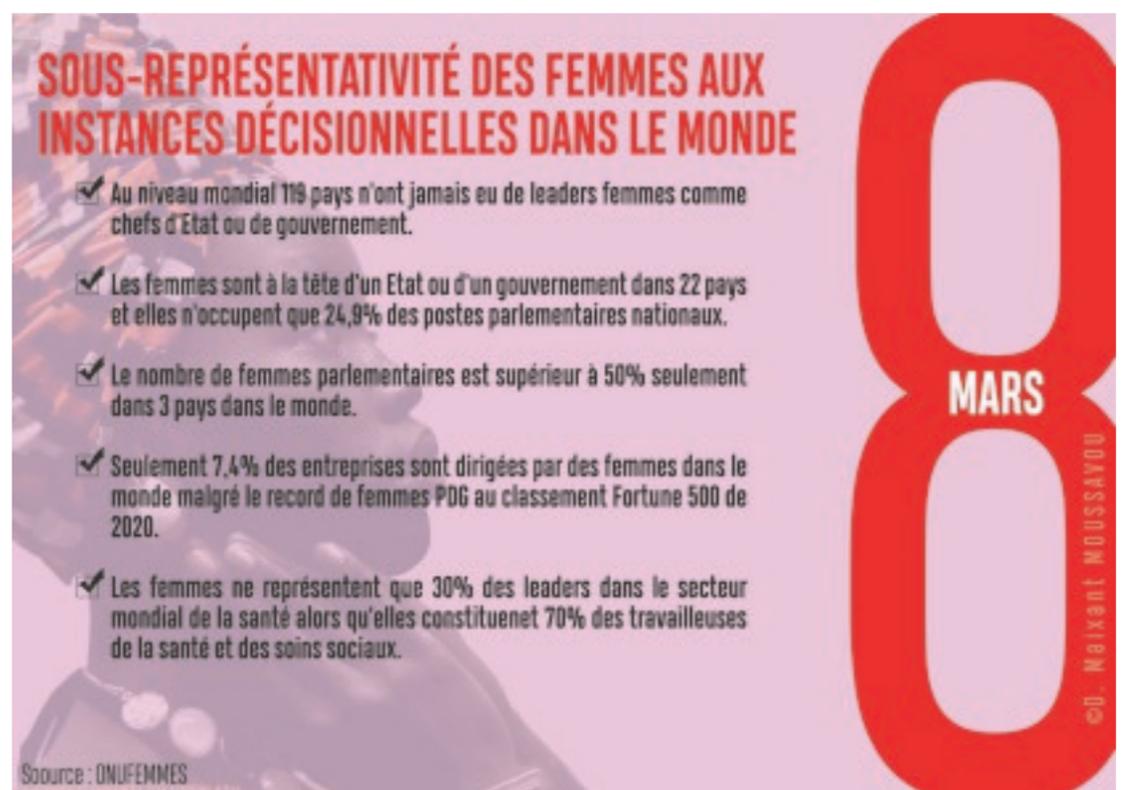
Seul lot de consolation visible pour les Gabonaises, une certaine constance dans la représentativité aux instances de prise de décision. Mais, il ne faut pas pour autant

Les mesures imposant aux populations de rester chez elles ont paralysé les moyens de subsistance de nombreuses femmes, les rendant davantage vulnérables.

se leurrer et baisser les bras dans la mesure où le plafond de verre demeure en dépit des fissures. Autant le dire, le chemin à parcourir pour parvenir à l'égalité ou à la parité homme-femme dans les différentes sphères de la vie de notre pays, est encore long. Pourtant, selon plusieurs experts et sondages, des politiques publiques bien conçues pour favoriser la reprise peuvent atténuer les conséquences négatives de la crise sur les femmes et prévenir de nouveaux revers pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Il suffit aux États d'œuvrer dans ce sens en mettant en place un certain nombre de mécanismes. L'Onu-Femmes souligne toutefois en cette Journée, que la réponse à la pandémie ne se limite pas à rectifier des inégalités de longue date, mais qu'il s'agit également de bâtir un monde résilient dans l'intérêt de tous, où les femmes sont au centre et aident au relèvement.



La marche des femmes gabonaises comme ici en 2019 est aujourd'hui



ées considérablement

À bas les stéréotypes !



Photo: François- Kennedy Ondo, Mba

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

CETTE journée dédiée à la femme est non seulement l'occasion de promouvoir les droits de la femme, sa contribution dans le développement socio-économique, mais surtout de lutter contre les préjugés et stéréotypes à l'endroit des femmes.

Longtemps qualifiée de sexe faible, sans ambition, il est peut-être temps que la société comprenne que la femme n'est pas un être fragile et passif. Elle est faite aussi de force, de détermination, d'abnégation voulue et assumée. À bas donc ces idées

reçues qui la cantonnent dans son rôle de femme au foyer, ne sachant assurer que les travaux domestiques...

Les femmes, au même titre que les hommes, possèdent les mêmes aptitudes et compétences intellectuelles. Que ce soit en milieu scolaire (pour les jeunes filles), dans un cadre professionnel, la femme a toujours été affectée aux tâches les plus minimes parce que considérée comme un maillon faible. Cette opinion de la société fondée sur l'idée de l'infériorité du sexe féminin est de nature à la dévaloriser et promeut, par ricochet, les comportements sexistes. Foulant aux pieds, les efforts consentis par les

décideurs en ce qui concerne le respect des droits humains et l'égalité des genres.

À l'ère de la décennie de la femme, de l'égalité des chances prônées par le Gabon, ces obstacles psychologiques ou sociaux, qui limitent l'épanouissement de certaines femmes, méritent d'être combattus. La gent féminine revendique et mérite un avenir égalitaire, libre des préjugés, des stéréotypes. La représenter dans la sphère publique est une plus value, d'autant que la participation pleine de la femme et son accès aux plus grandes fonctions, dans tous les domaines de la vie, favorise un tant soit peu le progrès pour tout et tous.

ni entravée par la pandémie.

Leadership féminin au Gabon : briser le plafond de verre

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

LES autorités locales ont, à travers des politiques telles que la loi N° 9/2016 fixant à 30 % les quotas d'accès des femmes aux emplois supérieurs de l'État et la décennie de la femme gabonaise, démontré leur volonté d'établir une génération égalitaire. Ce, par la présence des femmes dans toutes les instances décisionnelles et leur participation pleine et effective ou même leur accès aux fonctions de direction dans tous les domaines de la vie. C'est indéniable. Des efforts sont consentis ! Il reste que le

chemin vers la parité des genres sur notre sol est long. C'est du moins ce que ne cessent de rappeler les associations et la société civile. Ce 8 mars est l'occasion de faire un bilan sur la situation des femmes gabonaises. Peut-on fêter les victoires et les acquis ? En septembre dernier le président de la République, Ali Bongo Ondimba, recevait des mains de la première dame, Sylvia Bongo Ondimba, le rapport de la Stratégie de la promotion des droits de la femme et de la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes. Un document qui vise, sur les trois prochaines années, à réduire et ce, de façon définitive, les

inégalités homme/femme à travers la mise en application des recommandations dudit rapport. Cette étude, visant à faire du Gabon un modèle d'égalité, met à la disposition du gouvernement gabonais 33 propositions réalisables en 3 ans pour " enrayer définitivement les mesures d'inégalité au Gabon ".

Si l'État gabonais a fait de gros efforts en ratifiant plusieurs accords, conventions, traités au niveau international et africain, il reste que certaines pesanteurs ne permettent toujours pas aux femmes d'être au fait de ces avancées et d'en jouir. Dans plusieurs secteurs, les

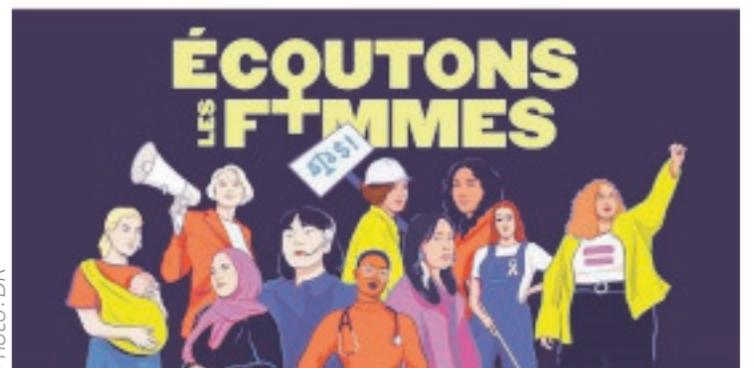


Photo: DR

femmes sont encore confrontées à des problèmes de violation de leurs droits malgré l'existence de textes juridiques favorables. Les difficultés rencontrées par les femmes sont perceptibles dans le domaine de l'autonomisation, la culture, l'éducation,

la formation professionnelle, la santé, les sports et loisirs et la prise en charge des personnes handicapées. En somme, le plaidoyer de la société civile est clair : il faut lever les pesanteurs pour améliorer la position des femmes au sein de la société.